

## Nkurunziza "continue de manoeuvrer comme s'il bénéficiait d'un droit divin"

Le Pays, 22 octobre 2014 Achats d'avions présidentiels : Nkurunziza à l'écologie de IBK Les présidences africaines souffrent du mal de l'air. En effet, dans un contexte de pauvreté généralisée et de corruption rampante, certaines opérations de l'achat d'avions présidentiels. Cas récent du Mali. Suspect n°1, l'ancien ministre malien de la Défense et des Anciens Combattants, Soumailou Boubeye Maïga, qui vient de rejeter en bloc les accusations formulées à l'encontre de son département. Et Maïga de mettre les pieds dans le plat en déclarant que IBK était au courant de toutes les procédures.

Il faut déplorer les frasques d'un régime qu'on s'attendait plutôt à voir faire ses valises. A Bujumbura l'annonce du mode d'acquisition du nouvel avion présidentiel. D'après l'Observatoire de lutte contre la corruption et les malversations économiques, (Olucome), ce serait le fruit de la corruption car, il existe « un système organisé au sommet de l'Etat » pour piller les richesses du Burundi. Les achats d'avions présidentiels tendent à multiplier sur le continent. Certes, acheter un avion présidentiel n'est pas un mal en soi. Il agit avant tout avant tout souveraineté. La chose peut bien se concevoir. Reste toutefois le contexte et les conditions d'acquisition, les risques de corruption tant bien qu'autre. S'acharner à ne pas respecter les procédures interpelle davantage outre les élus, les contribuables, la société civile et les médias. En la matière, dans les deux dossiers ici évoqués, il faut se féliciter de la vigilance et de la mobilisation de fonctionnaires honnêtes et consciencieux, mais aussi de la société civile. Au Mali, on a ainsi mis en évidence les malversations et la mauvaise foi qui caractérisent des membres du nouveau régime conduit par Ibrahim Boubacar Keïta (IBK). Cela n'ôte rien, tant il est courant en Afrique, de constater que la plupart de ceux qui entrent en politique, viennent plus pour se servir que pour servir et défendre l'intérêt général. A travers la défense de l'ancien ministre malien Maïga, on devine que les chefs d'Etats africains disposent d'un pouvoir absolu. Toutefois, ils aiment à faire porter le chapeau à d'autres. Faut-il s'en étonner ? Parmi nos élites politiques, peu cherchent à se soustraire de l'emprise de la cupidité et du goât immodéré des privilèges. Du reste, oser le faire expose parfois au courroux de l'environnement familial ou de la communauté d'appartenance, tant la dévotion morale s'est installée. Au Burundi, c'est une crise qui s'ajoute à une autre. A la mal gouvernance politique et économique, est venu s'ajouter le dossier mal ficelé de l'achat d'un avion présidentiel. Dans ce cas-ci, il faut déplorer les frasques d'un régime qu'on s'attendait plutôt à voir faire ses valises. Il est de notoriété publique en effet, que la constitution burundaise ne permet pas au président Nkurunziza de rempiler. Il n'est pourtant pas indifférent à la tenue du prochain scrutin présidentiel. Dommage qu'après des années de mandats successifs, cet homme continue de manoeuvrer comme s'il bénéficiait d'un droit divin, au terme duquel il devait s'attacher au pouvoir. C'est m'écouter et mépriser les peuples d'Afrique. L'avion présidentiel profite avant tout à l'Etat et à son chef. Les opérations décrites dans les deux cas, mettent en évidence les vices cachés de ceux qui gouvernent nos pays. Au Burundi, on semble s'être mis à l'écologie du Mali. Mais ailleurs en Afrique, existent aussi de tels réseaux mafieux autour du Chef de l'Etat. Ils se construisent au fur et à mesure que la cupidité fait des adeptes dans les arcanes du pouvoir. Le recrutement s'opère facilement parmi les proches et les élites qui ont renoncé aux valeurs et principes qui forgent une nation véritablement tournée vers le respect du droit et de la démocratie. La mégalomanie aidant, le chef de l'Etat himself se laisse facilement dompter par les sirènes du pouvoir. Ceux qui sont portés à la tête de nos pays n'hésitent plus à puiser dans les deniers publics pour assouvir des desseins inavoués. Un avion présidentiel profite avant tout à l'Etat et à son chef ! A la moindre occasion, l'entourage cherche à satisfaire des besoins qui, parfois, dépassent l'entendement. Ainsi, glisse-t-on peu à peu vers ces abus de pouvoir qui finissent par désillusionner bien des démocrates sincères. Fort heureusement, la société civile veille ! Que serait donc devenue l'Afrique sans ces intrépides défenseurs des droits humains et autres causes allant de la liberté d'expression à la préservation de l'environnement, en passant par la lutte contre les crimes de sang et les crimes économiques ? Ndlr : Le Pays est un quotidien d'un groupe de presse privé du Burkina Faso